

Fin de mission pour le Qatar

Les dirigeants du Golfe se rappellent des vertus de l'Unité arabe lorsqu'ils sont divisés ; et ils le sont souvent. Le récent conflit saoudo-qatari, né principalement d'une divergence d'approche sur l'évolution politique en Égypte, n'est pas près de s'estomper.

Doha soutient ouvertement les Frères musulmans, massivement et féroce­ment pourchassés, après une brève escapade dans les arcanes du pouvoir central monopole historique de l'armée du Nil dans ce que Marx qualifiait de mode de production asiatique ; alors que Riyad voit en eux une menace stratégique au modèle de gouvernement (monarchie héréditaire) qu'elle préconise. Par ailleurs, la monarchie wahhabite ressent une sorte d'isolement régional accentué par le rouleau compresseur iranien et son soutien aux chiïtes. La marge de manœuvre saoudienne est, également, d'autant plus réduite que Washington développe sa propre ligne sur des dossiers vitaux pour le Royaume, qu'il s'agisse de la Syrie ou du nucléaire iranien.

Pour Sigurd Neubauer, auteur d'une récente étude pour la fondation Carnegie, cette situation a poussé le Royaume à solliciter «de la marge» de la part de ses alliés du Golfe en les invitant carrément à s'aligner sur ses priorités stratégiques de politique extérieure^(*). Le Qatar ne l'entendant pas ainsi, aux yeux de l'auteur, c'est cette contrariété qui a motivé le renvoi de l'ambassadeur qatari d'Arabie Saoudite, «un fait sans précédent dans les relations internationales» ;

C'est cheikh Sabbah Ahmed Sabbah, le koweïtine, qui assure actuellement la médiation entre les deux «frères ennemis». Il a encore appelé à l'Unité arabe lors du sommet qu'il a organisé il y a trois semaines chez lui.

Le contentieux qu'il s'efforce de

dénouer oppose deux pays voisins et amis opposés à la classification des Frères musulmans dans la catégorie des organisations terroristes, même si par ailleurs Doha et Riyad convergent vers plus de retenue dans le financement des groupes armés islamiques qui mettent à feu et à sang la petite Syrie.

A un niveau fondamental, Doha a grand intérêt à limiter les dégâts d'un retour de boomerang après l'échec de ces derniers groupes à faire fructifier le mythe du fameux «printemps arabe» et à conserver les territoires gagnés avec l'aide armée et financière active et massive du Qatar. Ce dernier n'a pas mesuré à sa juste ampleur l'engagement russo-iranien. L'incapacité à défaire Assad était pourtant évidente depuis que les forces du Hezbollah libanais avaient pris pied sur le champ de bataille et repris le contrôle de la localité d'Al Kosseir en juillet 2013.

De la même manière, l'isolement relativement rapide et aisé des Frères musulmans par l'armée égyptienne a fait évaporer l'espoir de dividendes que ce émirat pouvait tirer du soutien de Hamed Ben Khalifa Al Thani, l'ancien maître du trône.

Ces aventures semblent avoir édifié son successeur, Cheikh Tamime Ben Ahmad Athani, qui réalise l'étroitesse de sa marge de manœuvre et se trouve contraint, avec le temps, de plier aux exigences saoudiennes. Son soutien aux groupes terroristes est d'ailleurs plus timoré.

Témoin de la nouvelle redistribution des forces au sein des pays membres du Conseil de coopération du Golfe : le contrôle de l'opposition syrienne par Riyad qui a réussi à imposer Ahmed Jerba, en remplacement de Georges Sabra, le poulain de Doha, à la présidence provisoire de la Coalition des forces de l'opposition syrienne.

De crainte de conflits fratricides plus violents parmi les composantes de l'opposition, Doha n'avait d'autre choix que de rallier la position saoudienne, avant de se retourner vers ses agents ou ramifications islamistes

sunnites au sein de la Coalition pour les forcer à rejoindre la table des négociations à Genève le mois dernier. Il est établi que Doha est derrière les groupuscules les plus extrémistes, à l'image du bataillon Ettawhid qui contrôle de larges territoires et qui coordonne étroitement avec le Front Ennosra, lequel ne cache pas ses liens avec Al Qaïda.

Pourtant, auparavant, Doha s'opposait mordicus, «en gros et dans le détail» comme disait Liamine Zeroual à Sant'Egidio, à toute forme de dialogue politique inter-syrien. Son revirement était d'autant plus spectaculaire qu'elle y avait dépêché à son ministre des Affaires étrangères, Khaled Ben Mohamed El Attia.

La reprise du dialogue irano-américain n'est également pas étrangère à ce revirement. Il en est de même de la perspective d'une coopération gazière plus étroite entre l'Iran et le Qatar en vue de l'exploitation commune de puits du golfe Persique.

Sigurd Neubauer relève un autre revers géopolitique majeur pour Qatar : l'évolution du cours des choses en Égypte. Son implication dans ce grand pays de la région date de l'opposition à Moubarak et du soutien médiatique frénétique apporté aux Frères musulmans à travers la chaîne Al Jazeera.

Avec l'avènement de Morsi aux commandes, le Qatar était la seule monarchie de la région à s'engager sans ménagement aux côtés de la confrérie.

Le micro-émirat paie aujourd'hui le prix de cet engagement. Dix-neuf journalistes de la chaîne croupissent dans les geôles égyptiennes sous la charge extrêmement lourde d'établissement de liens avec des organisations terroristes en raison de la partialité évidente qui marque sa couverture du conflit entre les Frères musulmans et l'armée.

Last but not least, il restait au Qatar à se défaire de son encombrant allié et protégé : le Hamas palestinien. En 2012, Cheikh Hamad est rentré dans l'histoire trouble de la région en étant le premier leader arabe à rendre visite



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

aux Palestiniens de Ghaza et à s'engager pour une aide de 400 millions de dollars de soutien au gouvernement dissident de cette enclave, tout en s'abstenant de se rendre à Ramallah où l'attendait le chef légitime de l'Etat palestinien Mahmoud Abbas – alors même que ce dernier jouissait officiellement du soutien du Conseil de Coopération des pays du Golfe.

Autant d'avatars qui témoignent de l'incapacité du Qatar à «conduire un agenda diplomatique régional».

Pendant que les Arabes s'épuisent à s'autodétruire, Israël vient de mettre en orbite, avec succès, dans la soirée du mercredi 9 avril 2014, son 10^e satellite militaire nommé «Ofek» 10 (Ofek signifie horizon en hébreu aussi). C'est le plus puissant de ses outils de surveillance et promet de renseigner, voire de mettre en échec, toute attaque qui risquerait d'atteindre Israël.

Après le lancement, Moshe Ya'alon, le ministre de la Défense, a déclaré que c'est «un témoignage supplémentaire de la capacité impressionnante d'Israël à développer et conduire des projets à la pointe de la technologie.» A cette puissance de feu, les Arabes opposent les divisions et les coups tordus.

A. B.

(*) Sigurd Neubauer, *Qatar's Changing Foreign Policy*, Carnegie foundation, 8 avril 2014.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam



Les recours ne se déposent pas à la télé !

Lakhdar Brahimi a trouvé la santé de Abdekka en «très nette amélioration». La même amélioration qu'en...

... Syrie ?

Eh oui ! Le candidat Bouteflika n'a pas le droit de faire acte de recours électoral à la télévision ! C'est aussi simple que cela. Lorsqu'on est candidat, que l'on estime qu'il y a eu dépassement lors d'une campagne électorale, la procédure de recours est balisée : IL Y A UNE COMMISSION EN CHARGE DE CES RECOURS ! Plus illégal encore ! Lorsque le président de la République a une activité de chef de l'Etat, comme cela a été le cas à deux reprises, avec le chef de la diplomatie espagnole et avec Lakhdar Brahimi, il ne peut en aucun cas s'exprimer publiquement, devant caméras et micros sur le comportement de l'un ou de plusieurs de ses adversaires à l'élection. Lors de ces audiences, il n'est pas candidat, mais Président en charge ! Mais ça ne semble pas gêner outre mesure ceux qui l'agitent de derrière les rideaux et l'envoient droit dans le mur. Lui faisant prononcer un mot «terrible» de sonorité et de signification, puisqu'il a qualifié l'activité de son principal adversaire de «terrorisme». Manque de bol, quelques heures à peine après cette grave accusation, un supporter de Bouteflika assassinait à l'arme blanche un supporter de Benflis dans la localité côtière de Staoueli ! Allah Ghaleb ! Les faits sont têtus ! Et les seules traces de dérapages sont relevables aux abords immédiats du Palais. Et un Président qui profite de sa

fonction de ...président pour lancer des raids électoraux contre ses adversaires, c'est un dérapage d'une gravité dont on ne mesure pas encore suffisamment la portée future. Ça ouvre des brèches terribles dans tout ce qui sera entrepris demain. Abdekka a créé un précédent. Au-delà de ce que je signalais déjà hier, ici même, le traumatisme d'une population algérienne voyant, éberluée, son chef de l'Etat chancelant se plaindre à un Espagnol du climat électoral en Algérie, aujourd'hui, il y a le mélange des genres. Le chevauchement entre fonction officielle et prétentions électorales, le champ d'expression de ces dernières étant pourtant clairement délimité par la loi algérienne. Le candidat Boutef ne peut pas faire campagne à partir de la maison présidentielle. Du Palais ! C'est un délit ! Entraînant avec lui un autre dépassement, celui-là commis par la télévision, puisque dans le cadre de la campagne, justement, toute expression sur un scrutin qui aurait été faite en dehors des délais impartis légalement ou en dehors des cadres institutionnels ne doit pas être diffusée. Voilà ! Au moment même où le clan de campagne de Boutef et lui-même taxent Benflis de terrorisme et de comportement dangereux pour la démocratie, ce même clan et son chef, ou supposé tel, piétinent par deux fois au moins les principes mêmes de la démocratie électorale. Olé ! Comme diraient nos amis espagnols et nouveaux confidents malgré eux ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.